



Stabilisation de l'emploi et baisse du chômage au 4^e trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté

L'emploi salarié se stabilise en Bourgogne-Franche-Comté au quatrième trimestre 2018. Une légère hausse dans le public compense en partie les pertes qui s'atténuent dans le privé. Les emplois permanents repartent à la hausse tandis que ceux de l'intérim continuent de diminuer. Le chômage diminue dans tous les départements de la région. Du côté de l'entrepreneuriat, le nombre de créations d'entreprises progresse et celui des défaillances est en baisse. Comparé à l'an dernier, la fréquentation hôtelière continue de reculer et les demandes de permis de construire diminuent mais n'affectent pas les mises en chantier qui continuent d'augmenter.

Amandine Ulrich, Guillaume Volmers, Insee

Rédaction achevée le 30 mars 2019

Stabilisation de l'emploi salarié régional, légère hausse de l'emploi public

Au quatrième trimestre 2018, la Bourgogne-Franche-Comté compte 968 500 salariés. Après trois trimestres de baisse, le nombre d'emplois salariés se stabilise. Sur un an, la baisse atteint 0,7 % (figure 1).

Les deux composantes de l'emploi salarié suivent ce trimestre des trajectoires opposées. Après plusieurs trimestres de repli, la fonction publique enregistre une hausse de 0,1 %, soit 270 emplois supplémentaires. À l'inverse, l'emploi salarié privé baisse à nouveau, -0,1 %, avec 590 emplois perdus.

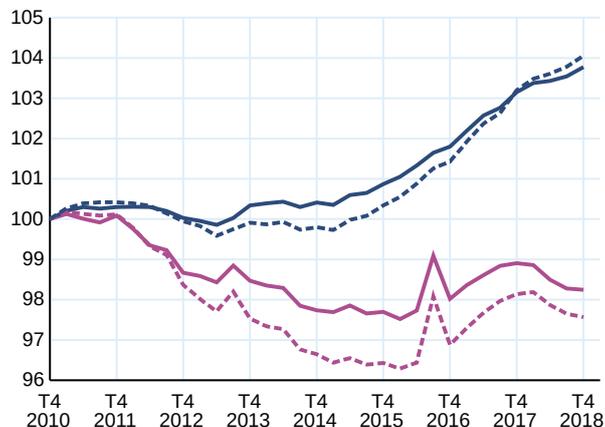
Ces évolutions régionales contrastent avec la tendance nationale. En France, l'emploi salarié connaît une évolution favorable de 0,2 % ce trimestre et de 0,6 % sur un an. Au quatrième trimestre, l'emploi salarié augmente de 0,3 % dans le privé. Il est stable dans la fonction publique.

Près de 35 300 personnes résident en Bourgogne-Franche-Comté tout en occupant un emploi en Suisse. Le nombre de frontaliers continue d'augmenter à un rythme soutenu : +1,7 % par rapport au troisième trimestre 2018. Il constitue le plus haut niveau jamais atteint. Pourtant, depuis début juillet 2018, la Suisse applique la loi de « préférence indigène » privilégiant l'embauche de résidents en Suisse dans les secteurs affichant un taux de chômage supérieur à 8 % comme le bâtiment, l'horlogerie et la restauration.

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Bourgogne-Franche-Comté
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- - - Emploi salarié privé - Bourgogne-Franche-Comté
- - - Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

Progression dans le tertiaire marchand hors intérim

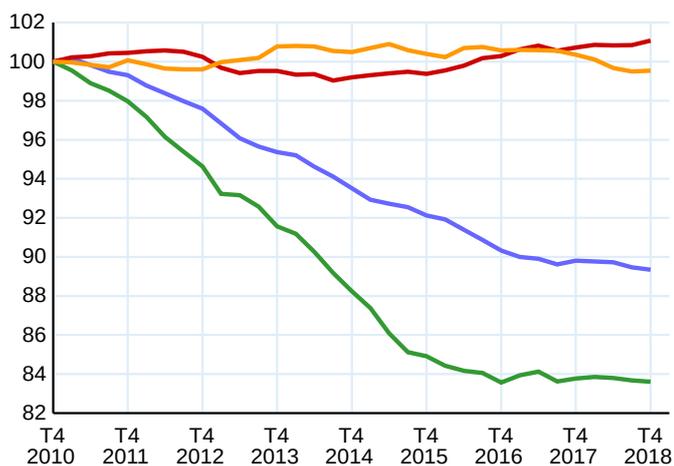
Dans la région, le nombre d'emplois permanents augmente de nouveau. Dans le tertiaire marchand hors intérim, il progresse de 0,2 % ce trimestre (figure 2). Cette hausse est portée par l'information-communication, dont les effectifs augmentent de 1,6 %. Viennent ensuite les transports, 0,9 %, et les services aux entreprises, 0,7 %. Le commerce gagne 0,1 % de salariés.

Après six trimestres de baisse, le tertiaire non marchand renoue avec la croissance du nombre d'emplois et en gagne 140. Sur un an, les pertes restent importantes : 2 760 emplois en moins soit - 0,8 %.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Bourgogne-Franche-Comté

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Avertissement

Jusqu'à fin 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. **À compter du 1^{er} janvier 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).** Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Recul moins marqué pour l'intérim, l'industrie et la construction

En Bourgogne-Franche-Comté, le nombre d'emplois intérimaires diminue de 1,5 % ce trimestre, trois fois moins qu'au précédent. Sur un an, il diminue de 11 %, soit 4 700 emplois en moins (figure 3).

Dans l'industrie et la construction, le repli de l'emploi salarié ralentit également, passant respectivement de - 0,3 % à - 0,1 % et de - 0,2 % à - 0,1 %. Sur un an, l'industrie a perdu 0,5 % de ses emplois et la construction 0,2 %, respectivement 890 et 100 emplois de moins.

La situation est moins favorable qu'au niveau national. En France, l'emploi intérimaire baisse lui aussi de 1,5 % ce trimestre mais diminue moins sur un an qu'en Bourgogne-Franche-Comté, - 3,3 %. L'emploi dans l'industrie augmente de 0,2 % au quatrième trimestre et de 0,3 % sur un an. La construction reste sur une bonne dynamique, en progression de 0,5 % ce trimestre et de 1,9 % sur l'année.

3 Évolution de l'emploi intérimaire

- Bourgogne-Franche-Comté
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

L'emploi augmente dans la moitié des départements de la région

Au quatrième trimestre 2018, la Côte-d'Or et le Territoire de Belfort affichent une hausse de l'emploi salarié de 0,3 %. Cette nette augmentation est portée par tous les secteurs et surtout par l'intérim en Côte-d'Or, par le commerce, l'intérim et les services non marchands dans le Territoire de Belfort. Dans la Haute-Saône et le Doubs, l'emploi progresse respectivement de 0,2 % et 0,1 %, principalement porté par les services marchands hors intérim. L'emploi reste relativement stable dans la Nièvre et le Jura. Il se replie en Saône-et-Loire et dans l'Yonne en raison de pertes dans l'industrie et l'intérim.

Le taux de chômage diminue de 0,3 point

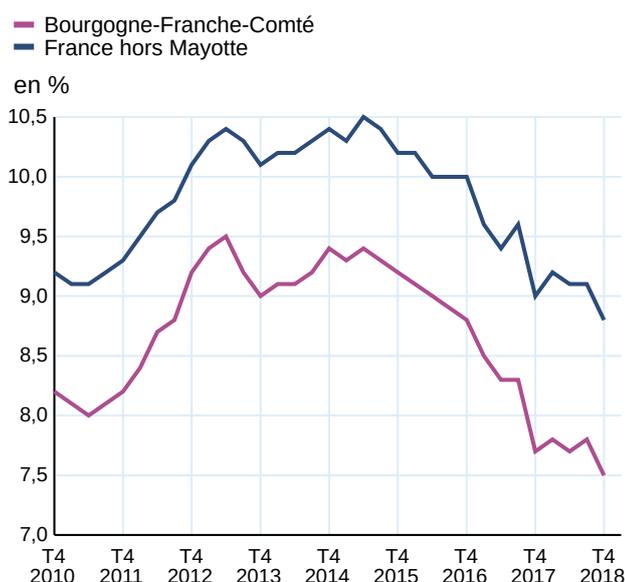
En Bourgogne-Franche-Comté, le taux de chômage diminue de 0,3 point au quatrième trimestre 2018, sur le même rythme qu'en France. Il demeure nettement plus bas dans la région qu'au niveau national, 7,5 % contre 8,8 % (figure 4). La Bourgogne-Franche-Comté reste au troisième rang des régions les moins touchées par le chômage, à égalité avec Auvergne-Rhône-Alpes et derrière les Pays de la Loire et la Bretagne.

Le Jura est le département de Bourgogne-Franche-Comté où le taux de chômage est le plus faible, 6,3 %. À l'inverse, c'est dans le Territoire de Belfort qu'il est le plus élevé, 9,1 %. Ce trimestre, le chômage diminue dans tous les départements de la région, le plus

fortement en Côte-d'Or, dans l'Yonne et le Territoire de Belfort (- 0,4 point).

Sur l'ensemble de l'année 2018, le chômage baisse dans six départements, en particulier dans la Nièvre et dans l'Yonne. Il est stable dans le Doubs et augmente de 0,5 point dans le Territoire de Belfort.

4 Taux de chômage

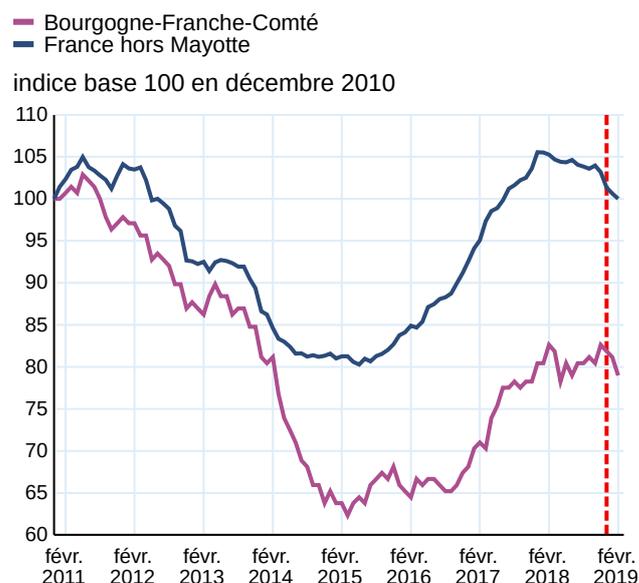


Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

ainsi de 2 % par rapport à 2017, tandis qu'une baisse de 4 % est enregistrée en France.

À l'échelle départementale, la situation est très contrastée. Le nombre de logements commencés augmente dans le Jura, la Saône-et-Loire, la Côte-d'Or, et plus fortement dans le Territoire de Belfort. Les quatre autres départements enregistrent un recul des mises en chantier, la Nièvre accusant la plus forte baisse.

5 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2

Moins d'inscrits à Pôle emploi

Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi repart à la baisse ce trimestre dans la région, après la hausse du trimestre précédent. La Bourgogne-Franche-Comté compte ainsi 214 400 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C au quatrième trimestre 2018, soit 0,8 % de moins qu'au précédent, une évolution comparable à la tendance nationale.

Les effectifs de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans reculent fortement, mais ceux de 50 ans ou plus augmentent ce trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée reste stable.

Tous les départements de la région affichent un recul du nombre de demandeurs d'emploi par rapport au trimestre précédent. La baisse est modérée dans le Territoire de Belfort, et particulièrement marquée dans la Nièvre, le Jura et la Haute-Saône.

Moins de permis de construire mais un peu plus de mises en chantier

Le nombre de permis accordés dans la région continue de diminuer un peu plus fortement qu'au niveau national. Au cours de l'année 2018, 11 800 logements ont été autorisés à la construction en Bourgogne-Franche-Comté, soit une baisse de 9 % par rapport à 2017, plus forte qu'en France, 6 %.

Le nombre de permis de construire recule dans la majorité des départements de la région et particulièrement dans l'Yonne. Seuls le Territoire de Belfort et la Nièvre font exception.

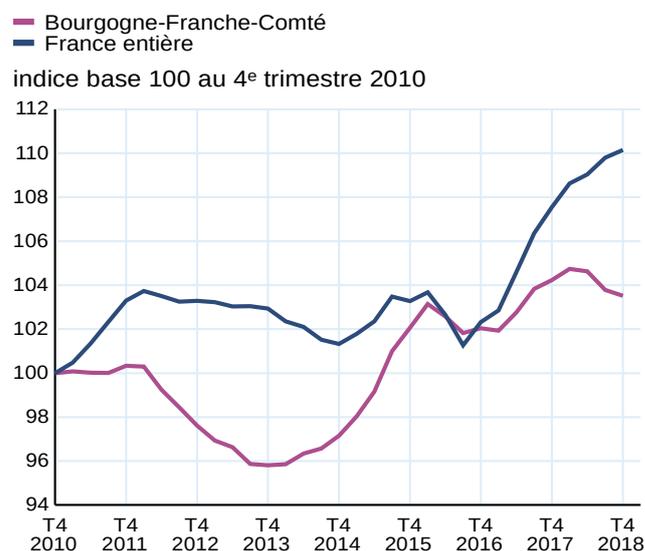
Si le nombre de permis accordés diminue, les mises en chantier augmentent encore légèrement dans la région, à l'inverse de la tendance nationale (figure 5). Le nombre de logements commencés en Bourgogne-Franche-Comté au cours de l'année 2018 progresse

Léger recul de la fréquentation des hôtels

La fréquentation hôtelière est à un niveau élevé mais en légère baisse par rapport à l'année précédente. La Bourgogne-Franche-Comté enregistre 1 496 000 nuitées au quatrième trimestre 2018, soit 1,2 % de moins qu'un an auparavant. En revanche, au niveau national, les nuitées augmentent de 1,5 %. Après la Corse, la Bourgogne-Franche-Comté est la région qui enregistre la plus forte baisse (figure 6).

Si le tourisme de loisirs progresse, les nuitées d'affaires sont moins nombreuses.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.
Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Hausse des créations d'entreprises

Au quatrième trimestre 2018, 4 960 entreprises ont été créées en Bourgogne-Franche-Comté, soit 5 % de plus qu'au trimestre précédent. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises progresse à un rythme comparable.

Dans la région, contrairement au trimestre précédent, cette hausse est due aux créations d'entreprises « classiques », qui augmentent de 10 %. À l'inverse, les créations d'entreprises individuelles au régime du micro-entrepreneur reculent de 2 %. À l'échelle nationale, les créations d'entreprises « classiques » progressent moins fortement, tandis que les créations de micro-entreprises augmentent nettement (figure 7).

7 Créations d'entreprises

- Bourgogne-Franche-Comté hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Bourgogne-Franche-Comté y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+ 0,4 % de croissance par trimestre après + 0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,1 % à mi-année, après + 1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

Moins de défaillances d'entreprises

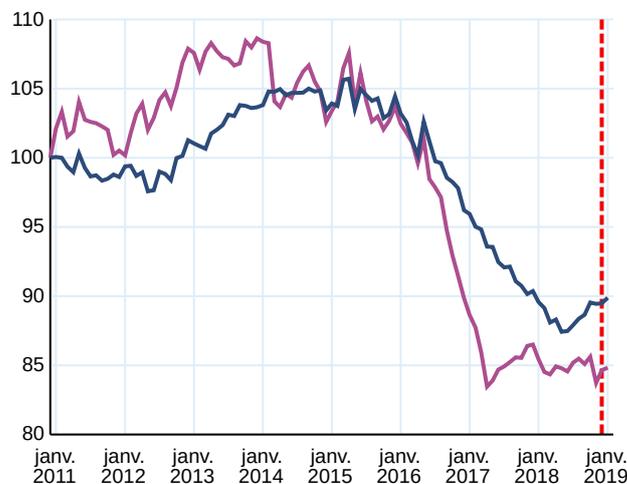
Les défaillances d'entreprises enregistrées en Bourgogne-Franche-Comté au cours de l'année 2018 sont un peu moins nombreuses (figure 8) que l'année précédente : - 2 %. Au niveau national, la baisse est moins nette : - 1 %.

Dans la région, elles sont moins nombreuses que l'an dernier dans la construction et l'hébergement-restauration.

8 Défaillances d'entreprises

- Bourgogne-Franche-Comté
- France entière

indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes au 22 mars 2019, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France

L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de + 0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de Hard Brexit intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le shutdown pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Insee Bourgogne-Franche-Comté
8 rue Louis Garnier
25020 Besançon

Directeur de la publication :
Moïse Mayo

Rédacteur en chef :
Pablo Debray

ISSN : 2497-4609

© Insee 2019

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture, mars 2019 : Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tensions
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3898067>
- Fréquentation hôtelière en légère baisse en Bourgogne-Franche-Comté au 4^e trimestre 2018
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3716496>

